

# STRATÉGIE HEBDOMADAIRE Perspectives



Gestion privée

SEMAINE TERMINÉE LE 10 AVRIL 2026

Carol Schleif, CFA, SASB-FSA, Stratège en chef du marché

## Portrait du consommateur

« La consommation est le seul objectif de toute la production; les intérêts des producteurs ne doivent être pris en considération que dans la mesure où ils peuvent être nécessaires pour promouvoir ceux des consommateurs. »

– Adam Smith

**Le fil conducteur :** La consommation personnelle représente la composante la plus importante de l'activité économique aux États-Unis et au Canada, mais les principaux facteurs qui l'influencent sont souvent mal compris ou mal évalués. Une analyse précise du comportement des consommateurs offre une perspective essentielle sur les moteurs susceptibles de dicter la trajectoire de croissance et les résultats de certains secteurs d'activité au cours des prochains trimestres. Nous examinons certains concepts en utilisant une pointe de logique et une bonne dose saine de graphiques.

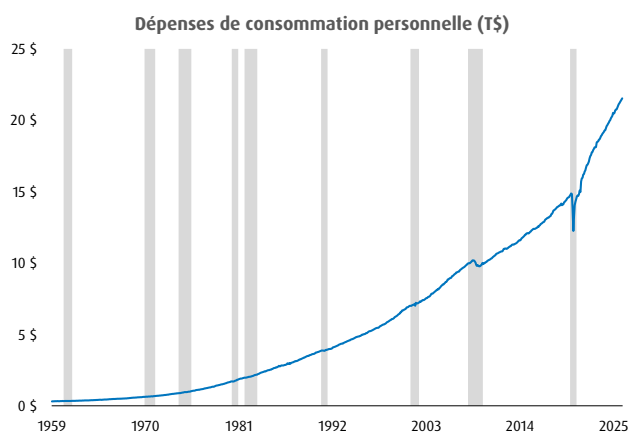
## Tous les chemins mènent au consommateur

Adam Smith, l'un des premiers observateurs des entreprises nord-américaines, a suggéré que toute l'industrie existe dans un seul but fondamental : servir le consommateur. La consommation est assurément au cœur de l'activité économique : elle génère plus de la moitié du PIB canadien et les deux tiers du PIB américain.

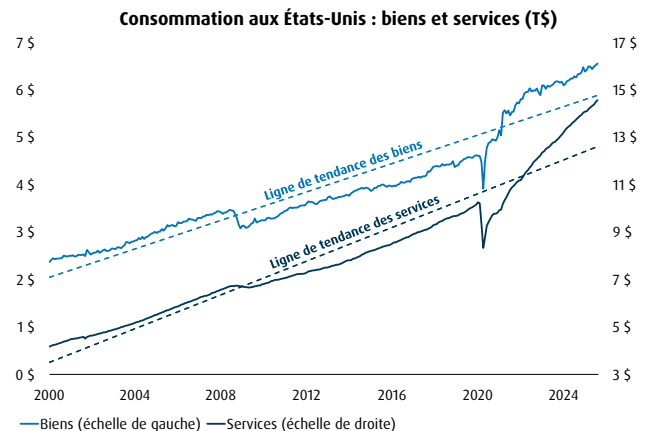
Ces dernières années, de nombreuses préoccupations entourant la consommation et l'emploi ont fait les manchettes. Les craintes comprenaient celle que les dépenses tombent bientôt au point mort (en raison d'un affaiblissement de la confiance combiné à un ralentissement de la croissance des salaires, au spectre d'un effondrement de l'emploi causé par l'IA et à la fatigue causée par les réseaux sociaux), ainsi que des questions sur l'importance du bassin de main-d'œuvre (et même sur l'utilité des chiffres qui la mesurent). Les investisseurs ont eu *beaucoup* de données à examiner dans leur quête d'un fil à plomb viable.

## Le petit train qui ne pouvait pas s'arrêter

Prenons le cas des dépenses. Les gros titres suggèrent souvent qu'un repli important est imminent, malgré la résilience éprouvée de la consommation dans la plupart des cycles économiques. Certes, on attend (depuis longtemps) un retour de la croissance aux niveaux d'avant la pandémie, du moins aux États-Unis. Cela dit, une chute spectaculaire ou prolongée de la consommation serait inhabituelle.



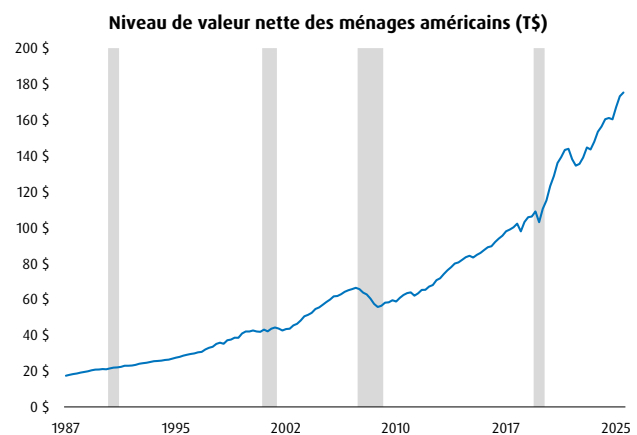
Les barres grises indiquent les récessions aux États-Unis. Source : Bloomberg L.P. (2026), en date de janvier 2026.



— Biens (échelle de gauche) — Services (échelle de droite)

Source : Banque fédérale de réserve de St. Louis (2026), en date de janvier 2026.

Une partie de ce qui soutient ces dépenses (du moins en théorie) est une **hausse persistante de la valeur nette totale des ménages; or, elle a presque doublé depuis les creux atteints pendant la pandémie**. D'après nous, la plupart des gens l'ignorent, compte tenu de la morosité qui règne depuis lors, en particulier en ce qui concerne les niveaux absolus des prix et la notion d'abordabilité.

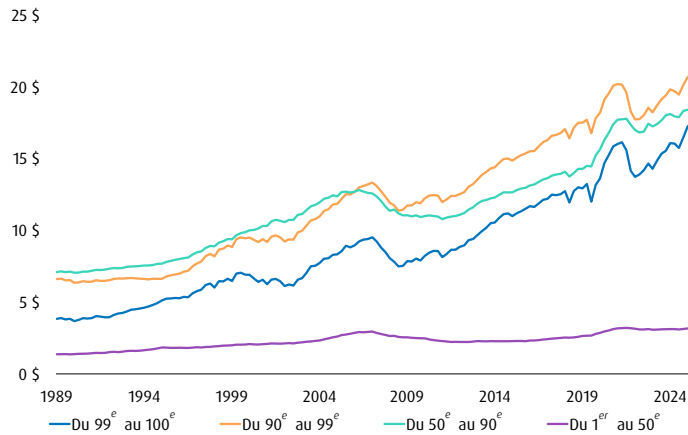


Les barres grises indiquent les récessions aux États-Unis. Source : Bloomberg L.P. (2026), en date de décembre 2025.

## Économie en forme de K ou en forme de E?

Une partie du décalage découle peut-être de la perception selon laquelle la richesse est de plus en plus concentrée au sommet. Selon les données de la Banque fédérale de réserve de St. Louis (FRED), aux États-Unis, le total des actifs financiers détenus par les 9 % de ménages les plus fortunés dépasse celui des 50 % les moins fortunés<sup>1</sup>. On estime que cette petite élite possède environ 45 % du parc immobilier et près de 90 % des actifs du marché public.

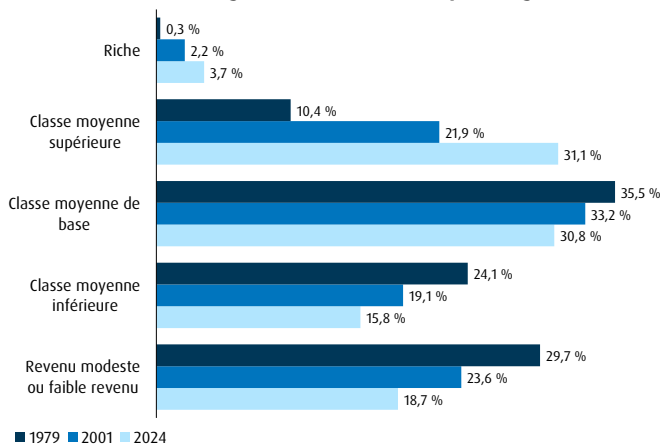
### Répartition de la valeur des actifs réels par centile de patrimoine (T\$)



Source : Bloomberg L.P. (2026), au T4 de 2025.

Cela dit, il peut être difficile de dresser un portrait précis de la situation. Un article récent de Bloomberg illustre certains problèmes que posent les différentes séries de données, lorsqu'on tente de déterminer le pourcentage de richesse détenu par la tranche supérieure ou le pourcentage de ses dépenses. Par exemple, on dit souvent que les 10 % les plus fortunés représentent près de 50 % des dépenses, alors que selon d'autres mesures, cette part est inférieure à 40 %. En fait, bon nombre de statistiques ne sont pas ajustées en fonction de l'impôt (les taux d'imposition peuvent avoisiner 45 % à 50 % pour beaucoup de gens dans cette catégorie, en particulier pour ceux qui vivent dans les États où l'impôt est le plus élevé). Ainsi, une autre série de statistiques produite par l'American Enterprise Institute montre une croissance au fil du temps pour les ménages à revenu moyen<sup>1</sup>.

### Pourcentage de familles dans chaque catégorie



Source : American Enterprise Institute (2026).

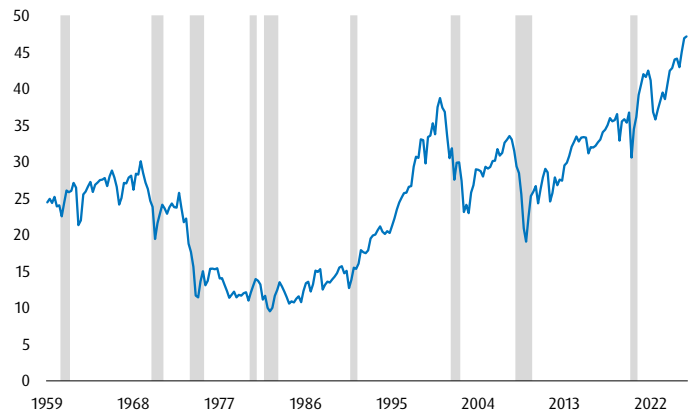
## L'effet de richesse

La concentration de la richesse présente des avantages et des inconvénients. Les personnes les plus fortunées sont souvent peu sensibles aux fluctuations de l'économie en général (ce qui contribue à soutenir l'économie globale quoi qu'il arrive). Par contre, le fait qu'elles sont peu nombreuses à détenir une si grande richesse pose des défis. L'importance de leurs dépenses peut être davantage influencée par la variation de la valeur d'actifs clés (p. ex., actions, obligations, immobilier) que par l'évolution des facteurs économiques sous-jacents. Cet effet

de richesse, comme on l'appelle, peut amplifier des changements de l'économie sous-jacente, qui, autrement, passeraient inaperçus, si ces consommateurs bien nantis modifient soudainement leur comportement ou passent trop rapidement d'un extrême ou l'autre (dépenser ou ne pas dépenser).

Cela dit, près d'un ménage sur deux détient maintenant des actions, un sommet historique. Nous croyons que deux facteurs expliquent cet engouement. Premièrement, des changements apportés aux régimes 401(k) exigent l'adhésion automatique de tous les nouveaux employés des entreprises qui offrent le programme (en utilisant la forte tendance humaine à la procrastination en notre faveur). Deuxièmement, les jeunes générations nées à l'ère du numérique participent de plus en plus aux marchés. **En fin de compte, quand un plus grand nombre de personnes s'intéressent de près à la progression du marché, les décisions de dépenses ne dépendent plus seulement de l'emploi.**

### Actions détenues par les ménages et les organismes sans but lucratif en pourcentage des actifs financiers (%)



Les barres grises indiquent les récessions aux États-Unis. Source : Banque fédérale de réserve de St. Louis (2026), au T4 de 2025.

## Frustration absolue

Les médias ont beaucoup parlé de la progression des segments de la population les moins fortunés et intermédiaires, bien que leur contribution à l'ensemble de l'activité économique soit modeste. Ce faible poids économique est compensé par leur nombre : leur voix et leurs votes peuvent dicter les résultats des élections et influencer les politiques.

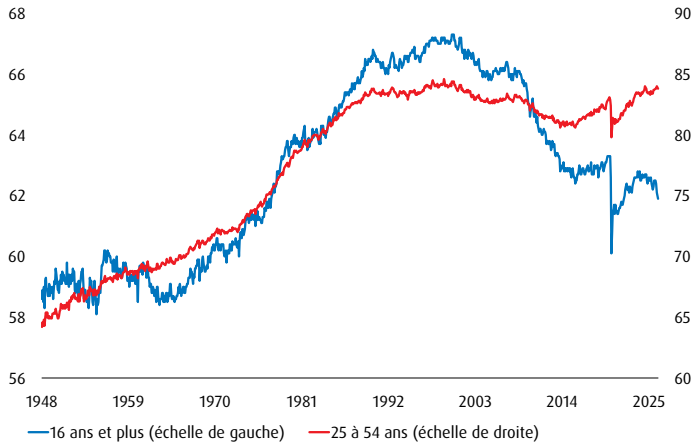
Ces ménages sont beaucoup plus sensibles à l'évolution de la rémunération, de la situation d'emploi et de l'inflation et aux modifications apportées à la politique budgétaire et monétaire, et sont plus touchés par ces changements. Par exemple, le soutien important distribué pendant la pandémie de COVID-19 a indéniablement contribué à l'accélération des dépenses que montre le graphique précédent. Lorsque les mesures de relance ont pris fin et que les prix ont bondi en raison du redémarrage et des perturbations de la chaîne d'approvisionnement, les consommateurs de toutes les tranches de revenu, à l'exception de la tranche supérieure, ont eu des difficultés à s'adapter. Ces difficultés ont donné lieu à des frustrations croissantes, comme l'illustre la divergence grandissante entre les données économiques (dont la croissance s'est poursuivie grâce à ceux qui gagnent le plus) et les données sur la confiance (qui ont plongé, en raison principalement du reste de la population). **On se souvient encore très bien des dommages subis au début des années 2020. Par conséquent, la flambée des prix de l'essence provoquée par le conflit en Iran pourrait avoir de graves répercussions si ces prix restent élevés pendant longtemps ou si leur hausse se répercute sur d'autres produits.**

## Le marché de l'emploi : les tensions sont-elles réelles ou exagérées?

Le rapport de la semaine dernière sur l'emploi non agricole aux États-Unis s'est avéré plus robuste que prévu par la plupart des stratégies, signalant la création de 68 000 emplois en trois mois. Les données de divers rapports sur l'emploi ont été particulièrement encourageantes au cours des derniers mois et trimestres, revigorées par l'important réoutillage technologique

en cours dans l'économie. Depuis des mois, nous disons qu'à notre avis, une « croissance sans emploi » est à l'ordre du jour. Divers membres de la Réserve fédérale américaine, dont le président Jerome Powell, ont évoqué l'équilibre curieux causé par le fait que les entreprises lèvent le pied sur les embauches et les remplacements, tout en analysant les répercussions des progrès technologiques, des politiques sur les tarifs douaniers, le commerce et l'immigration, et des changements de réglementation. Même si la prudence domine les embauches, n'oublions pas que le contexte actuel est marqué par la vague de départs à la retraite des baby-boomers et l'immigration nulle. Les résultats sont éloquentes lorsqu'on compare le taux de participation global au marché du travail au sous-ensemble de travailleurs qui se trouvent au pic de leur vie professionnelle, soit ceux âgés de 25 à 54 ans.

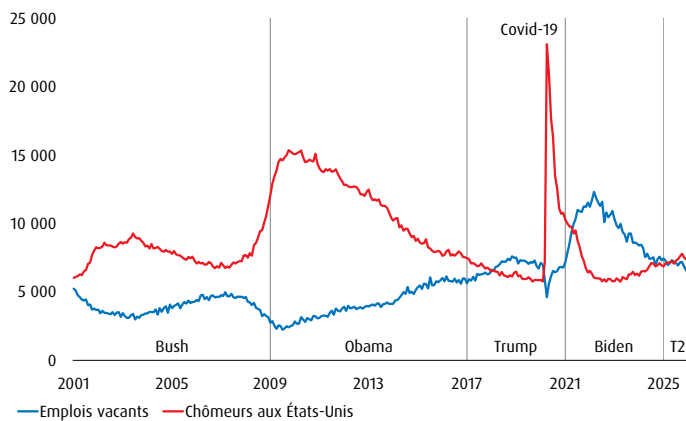
Taux d'activité aux États-Unis (%)



Source : Bloomberg L.P. (2026), en date de mars 2026.

L'équilibre curieux se reflète également dans le nombre d'emplois vacants par rapport aux personnes sans emploi. Après avoir atteint un sommet aux États-Unis à plus de deux postes vacants par demandeur d'emploi au lendemain de la pandémie, le ratio est maintenant inférieur à un.

Nombre d'emplois vacants et de personnes sans emploi aux États-Unis (en milliers)



Source : Bloomberg L.P. (2026), au 28 février 2026.

Au Canada, le taux de chômage est tombé sous la barre des 7 %, niveau où il a stagné pendant une grande partie de l'année dernière, mais il continue de subir des pressions importantes en raison des menaces commerciales et tarifaires, en particulier dans les secteurs de l'automobile, de l'acier, de l'aluminium et du bois d'œuvre. À l'instar des États-Unis, la croissance de la population active a été anémique et le taux de participation a diminué, ce qui a empêché le taux de chômage de monter davantage.

## L'IA et votre emploi

Savoir si l'IA n'est qu'un outil de plus ou si elle menacera bientôt des emplois a suscité de vives inquiétudes. **Certes, de nombreux types d'emplois disparaîtront probablement, en particulier ceux qui comportent des tâches manuelles ou peu importantes.** À l'ère de l'information, des activités comme le service à la clientèle, la saisie de données, les calculs simples et la programmation courante seront probablement touchées; bon nombre de ces emplois ont déjà été éliminés (qui n'a pas eu affaire à un robot conversationnel?). De même, les robots, les numériseurs de pointe et les chariots élévateurs sans conducteur ont changé la nature du travail dans les usines et les entrepôts, et celle des emplois de préparation, d'emballage et d'exécution des commandes.

**En revanche, des dizaines de milliers d'emplois seront créés dans des domaines auparavant inimaginables,** à mesure que de nouveaux secteurs, cas d'utilisation et ensembles de compétences émergeront, comme cela s'est vu chaque fois que des bouleversements technologiques ont eu lieu.

La période de publication des résultats du T1 de 2026 commencera officiellement la semaine prochaine et on peut s'attendre à de gros titres alarmants sur les pertes d'emplois attribuables à l'IA. Cela donnera une justification politiquement acceptable de réduire les sureffectifs ou de dégraisser les équipes de direction qui ont pris de l'ampleur durant la pandémie. **Les emplois dans les secteurs des technologies et des services financiers devront être suivis de près, car ils ont tendance à être les mieux rémunérés. À mesure que les cas d'utilisation de l'IA s'accroissent, la transition pourrait être cahoteuse. C'est tout à fait normal,** même si c'est désagréable pour les personnes directement touchées.

## Répercussions pour les investisseurs

Les manchettes continueront sans aucun doute d'alimenter les craintes au sujet de la croissance anémique de l'emploi, du remplacement des emplois par l'IA, du déclin de la confiance des consommateurs, etc. Cependant, lorsqu'ils décortiquent les données, les investisseurs doivent déterminer ce qui est vraiment important pour les marchés et le progrès économique. **Quelles tendances auront une incidence sur la croissance, les taux d'intérêt et, ultimement, la politique des banques centrales?**

L'économie nord-américaine demeure résiliente : les bases fondamentales prometteuses sont nombreuses et la consommation sur laquelle elle repose est solide et fiable.

## Sous les projecteurs en Amérique du Nord

Jon Borchardt, analyste principal

George Trapkov, CFA, vice-président et gestionnaire de portefeuille

### Cette semaine

**Un cessez-le-feu provisoire et temporaire au Moyen-Orient** – Un accord de dernière minute a annulé la menace du président Donald Trump de détruire les infrastructures à l'échelle de l'Iran et a préparé le terrain pour des négociations de paix directes entre les deux parties dans le cadre d'un cessez-le-feu de deux semaines. Dans sa publication initiale de mardi, le président Trump a indiqué que cet accord s'appuyait sur un plan en 10 points présenté par les Iraniens, une liste qui exclut de nombreux objectifs de sécurité fondamentaux des États-Unis sur lesquels la guerre était fondée au départ. Les choses avaient changé en début de journée mercredi, lorsque le président Trump a fait remarquer qu'il avait une version différente du plan en 10 points. Interrogé par ABC sur la demande de l'Iran de coordonner le trafic dans le détroit d'Ormuz avec les forces armées iraniennes, M. Trump a suggéré que les États-Unis et l'Iran pourraient peut-être contrôler conjointement le détroit. Des représentants clés de l'administration se rendront à Islamabad vendredi pour entamer des discussions plus directes (au lieu des intermédiaires que les deux parties ont utilisés jusqu'à présent). Il est juste de dire qu'il reste d'importants points de désaccord. Même si l'armée américaine a connu un succès tactique impressionnant sur le champ de bataille, le succès stratégique est ouvert à l'interprétation. Le dirigeant de l'Iran a changé, mais le régime 3.0 est plus restrictif que les précédents. Le détroit d'Ormuz a historiquement été régi par des règles internationales de libre navigation, mais l'Iran a maintenant prouvé sa capacité à fermer la voie navigable et pourrait obtenir le contrôle des flux quotidiens de biens en provenance du golfe Persique. On espère que ce cessez-le-feu de deux semaines donnera le temps aux États-Unis et à l'Iran de faire des progrès dans la mise en place d'un cadre mutuellement acceptable qui mènera à un accord à long terme. La réaction initiale du marché au cessez-le-feu a été euphorique, avec de solides hausses des actions et des obligations à l'échelle mondiale; les prix du pétrole ont chuté de près de 20 %.

**Définir la notion d'indépendance énergétique des États-Unis** – Lundi, dans son article quotidien *Today in Energy*, la U.S. Energy Information Administration (EIA) s'est concentrée sur les importations américaines de pétrole brut en provenance du golfe du Moyen-Orient. Selon l'agence, la région représentait 8 % des importations américaines de pétrole brut, soit environ 490 000 barils par jour en moyenne en 2025. Les importations totales de brut des États-Unis ont atteint en moyenne 6,2 millions de barils par jour. **Les États-Unis produisent environ 13,6 millions de barils par jour de pétrole brut, mais consomment environ 20,6 millions de barils par jour de produits pétroliers. Ces deux chiffres peuvent semer la confusion lorsque le public entend parler de l'indépendance énergétique des États-Unis. Il faut savoir que le pétrole et les produits pétroliers ne sont pas la même chose.** La définition des produits pétroliers de l'EIA couvre un éventail beaucoup plus large de produits que le pétrole brut seulement, et comprend le pétrole brut et le condensat, les produits raffinés, comme l'essence, le diesel et le carburéacteur, les liquides de gaz naturel, y compris l'éthane et le propane, ainsi que les biocarburants et les gains liés au traitement des raffineries. Selon cette définition plus large des produits pétroliers, les États-Unis sont en effet indépendants sur le plan énergétique, puisqu'ils produisent l'équivalent d'environ 23,4 millions de barils par jour, mais ils demeurent dépendants des importations de pétrole brut. *Il est donc techniquement incorrect de prétendre que les États-Unis ne dépendent pas du détroit d'Ormuz.* **Les États-Unis continuent de recevoir des importations de pétrole brut qui passent par le détroit et, surtout, les prix mondiaux du pétrole sont fixés à la marge.** Certains marchés régionaux, en particulier la côte ouest des États-Unis, comptent également sur des importations de produits raffinés d'Asie qui sont en partie dérivés de barils de pétrole brut du Moyen-Orient. Bien que les États-Unis soient moins exposés que l'Asie, ils sont tout de même exposés, directement et indirectement, aux perturbations dans le détroit d'Ormuz.

**Le déficit commercial du Canada s'est accentué** – Il est passé d'un niveau révisé de 4,2 milliards \$ CA en janvier à 5,7 milliards \$ CA en février. Les exportations ont progressé de 6,4 %; le secteur de l'automobile (+24,2 %) s'est redressé après un arrêt de production plus long que la normale en raison d'un changement de modèle et d'un réoutillage au cours du mois précédent. Les métaux et les produits minéraux non métalliques ont bondi de 11,2 % (grâce à la vigueur des métaux précieux). Les importations ont grimpé de 8,4 %; l'or a ajouté de la volatilité. Les métaux et les produits minéraux non métalliques ont progressé de 45,6 %. Le compte commercial des services s'est légèrement amélioré, enregistrant un excédent de 0,4 milliard de dollars. Malgré le déficit plus important et les nombreux événements dans les secteurs de l'automobile et de l'or, la hausse généralisée des exportations et des importations stimule l'activité économique. L'entente avec la Chine met en évidence certains avantages découlant des efforts déployés pour diversifier les marchés; cependant, l'activité globale restera sous pression, tandis que les relations entre le Canada et les États-Unis sont soumises à une incertitude élevée. La guerre en Iran stimulera la demande d'exportations énergétiques canadiennes. Entre-temps, les négociations sur l'ACEUM sont en cours; l'enquête récente menée par les États-Unis (article 301) à l'égard du Canada ajoute une autre couche d'incertitude.

**Les perspectives d'inflation aux États-Unis varient selon la personne qui en parle et/ou les sources de données utilisées** – Lors d'une interview de NPR, la présidente de la Fed de Cleveland, Beth Hammack, et le président de la Fed de Chicago, Austan Goolsbee, ont été invités à décrire leur perception actuelle de l'inflation à l'aide d'une échelle de couleur allant du vert au rouge. Après avoir débattu des tons d'orange, les deux ont finalement choisi une couleur qui ressemble à orange brûlé. M. Goolsbee a souligné la hausse des prix de l'essence et les pressions inflationnistes persistantes liées aux tarifs douaniers qui devaient s'estomper. Mme Hammack a ajouté que, malgré les bons progrès réalisés en matière de réduction de l'inflation en 2024, celle-ci a en grande partie fait du surplace depuis. Selon **l'enquête sur les attentes des consommateurs** réalisée par la Fed de New York en mars, les consommateurs s'attendent maintenant à ce que l'inflation s'établisse à 3,4 % au cours de la prochaine année, soit une hausse de 0,4 point par rapport à février. Les attentes d'inflation pour l'essence, les aliments et les loyers ont toutes augmenté par rapport aux niveaux de février. Selon le rapport des **directeurs d'achats du secteur des services de l'Institute for Supply Management pour mars**, l'indice des prix a augmenté de 7,7 points pour s'établir à 70,7, soit son plus haut niveau depuis octobre 2022. Le président du sondage ISM sur le secteur des services, Steve Miller, a attribué l'augmentation des pressions inflationnistes en grande partie au conflit au Moyen-Orient, qui a fait grimper les prix du carburant et les coûts liés à la chaîne d'approvisionnement. Le **sondage ISM sur le secteur manufacturier** mené la semaine dernière a également montré une hausse importante de l'indice des prix, qui a progressé de 7,8 points pour s'établir à 78,3. La présidente du sondage ISM sur le secteur manufacturier, Susan Spence, a qualifié la combinaison des gains de prix provoqués par la guerre et de l'incertitude persistante à l'égard des tarifs douaniers de « négative » pour le secteur manufacturier. La persistance des pressions inflationnistes sur l'économie américaine explique pourquoi les investisseurs ont fortement réduit leurs attentes de réductions de taux par la Fed en 2026.

**Les taux d'inoccupation dans le secteur canadien des immeubles de bureaux continuent de s'améliorer** – Les mandats de retour au bureau ont une incidence réelle sur le marché des immeubles de bureaux : les taux d'inoccupation ont chuté pour un troisième trimestre d'affilée (bien qu'ils demeurent élevés à 17 %). Dans certains secteurs, l'offre est absorbée assez rapidement. La situation n'est pas aussi positive pour l'immobilier industriel, dont l'offre a été très importante ces dernières années. L'immobilier multirésidentiel est sous pression en raison de la faible croissance de l'emploi et des restrictions relatives au chômage. Du côté résidentiel, le prix de référence de Toronto a reculé de 26 % depuis le sommet de 2022 – le printemps est attendu avec impatience par les vendeurs de maisons.

## La semaine prochaine

ENFIN! La période de publication des résultats est à nos portes, et nous aurons des données fondamentales à examiner. Les festivités de la période commencent par les rapports des banques de grande et de moyenne taille aux États-Unis. Une foule de données économiques sur le secteur manufacturier, l'habitation et l'inflation seront également publiées. Le livre Beige de la Fed (publié mercredi) donne toujours un aperçu intéressant des activités régionales/de première ligne.

**Lundi 13 avril** – Ventes de maisons existantes aux États-Unis | Permis de construction au Canada

**Mardi 14 avril** – Indice d'optimisme de la NFIB et indices des prix à la production aux États-Unis | Ventes de véhicules neufs au Canada

**Mercredi 15 avril** – Prix des importations, sondage sur la fabrication dans l'État de New York et livre Beige de la Fed aux États-Unis | Ventes du secteur manufacturier au Canada

**Jeudi 16 avril** – Demandes initiales de prestations d'assurance-emploi, Fed de Philadelphie, production industrielle et utilisation de la capacité aux États-Unis | Rien de prévu au Canada

**Vendredi 17 avril** – Mises en chantier aux États-Unis | Baromètre des entreprises de la FCEI, mises en chantier et achats de titres étrangers au Canada

## Fiche des données au 8 avril 2026

Rendements totaux du marché boursier						
	Niveau au 8 avril 2026	Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2025	2024	5 ans*
S&P 500	6 783	3,0 %	-0,6 %	17,9 %	25,0 %	14,4 %
NASDAQ	22 635	3,5 %	-2,4 %	21,2 %	29,6 %	13,4 %
DOW	47 910	3,0 %	0,1 %	14,9 %	15,0 %	11,6 %
Russell 2500	4 615	3,6 %	7,3 %	11,9 %	12,0 %	7,3 %
S&P/TSX	33 621	1,6 %	6,7 %	31,7 %	21,7 %	16,1 %
MSCI EAEO	11 232	4,2 %	5,9 %	31,2 %	3,8 %	8,9 %
MSCI Marchés émergents	844	6,9 %	10,1 %	33,6 %	7,5 %	4,2 %
Rendements totaux du marché obligataire						
		Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2025	2024	5 ans*
Bloomberg U.S. Aggregate		0,5 %	0,4 %	7,3 %	1,3 %	-0,4 %
Bloomberg U.S. Treasury		0,4 %	0,2 %	6,3 %	0,6 %	-1,0 %
Bloomberg U.S. Corporate		0,6 %	0,2 %	7,8 %	2,1 %	-0,1 %
Bloomberg U.S. High Yield		0,9 %	0,8 %	8,6 %	8,2 %	4,5 %
Bloomberg 1-10 Year Munis		0,5 %	0,5 %	5,1 %	0,9 %	1,2 %
Bloomberg Canada Aggregate		0,4 %	0,5 %	2,4 %	4,0 %	-0,4 %
Bloomberg Canada Treasury		0,3 %	0,5 %	1,4 %	2,9 %	-0,8 %
Bloomberg Canada Corporate		0,4 %	0,5 %	4,4 %	6,9 %	1,5 %
Rendement des obligations d'État						
	8 avril 2026	Fin du dernier mois	Fin du dernier trimestre	2025	2024	Moyenne sur 5 ans
Bon du Trésor américain 10 ans	4,29 %	4,32 %	4,32 %	4,17 %	4,57 %	3,37 %
Obligation Canada 10 ans	3,46 %	3,47 %	3,47 %	3,43 %	3,23 %	2,81 %
Obligation Royaume-Uni 10 ans	4,71 %	4,91 %	4,91 %	4,48 %	4,56 %	3,16 %
Bund allemand 10 ans	2,94 %	3,00 %	3,00 %	2,85 %	2,36 %	1,66 %
Obligation Japon 10 ans	2,36 %	2,35 %	2,35 %	2,06 %	1,09 %	0,65 %
Devises et actifs réels						
	Niveau au 8 avril 2026	Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2025	2024	5 ans*
Indice USD	99,13	-0,9 %	0,8 %	-9,4 %	7,1 %	1,8 %
CAD-USD	0,72 \$	0,7 %	-0,9 %	4,8 %	-7,9 %	-1,5 %
Bitcoin	71 378,81 \$	6,8 %	-18,6 %	-6,5 %	120,5 %	24,8 %
Or	4 719,15 \$	0,9 %	9,3 %	64,6 %	27,2 %	17,9 %
Pétrole (WTI)	94,41 \$	-15,4 %	64,4 %	-19,9 %	0,1 %	3,4 %

\* Données annualisées sur 5 ans au 31 décembre 2025. Les analyses comparatives ne reflètent pas le rendement réel des placements, mais les résultats de l'indice sous-jacent mentionnés. On ne peut pas investir directement dans un indice. Les définitions des indices se trouvent à la fin de la présente publication.

## Définition des indices

### Indices boursiers

L'**indice S&P 500<sup>MD</sup>** est un indice d'actions de sociétés américaines à grande capitalisation. Il comprend 500 sociétés de premier plan et couvre environ 80 % de la capitalisation boursière disponible.

L'**indice composé NASDAQ** est un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière de plus de 3 000 actions ordinaires cotées à la bourse du Nasdaq.

Le **Dow Jones Industrial Average (« DOW »)** est une moyenne pondérée en fonction du cours de 30 actions importantes négociées à la Bourse de New York et au Nasdaq.

L'**indice Russell 2 000<sup>MD</sup> (« Russell 2 000<sup>MD</sup> »)** est un indice non géré qui mesure le rendement des 2 000 plus petites sociétés américaines de l'indice Russell 3 000<sup>MD</sup>.

L'**indice S&P/TSX** est un indice boursier pondéré en fonction de la capitalisation qui reproduit le rendement des plus grandes sociétés cotées à la principale bourse du Canada, la Bourse de Toronto (« TSX »).

L'**indice MSCI EAE0 (Indice des marchés développés – Europe, Australasie et Extrême-Orient)** est un indice standard non géré de titres étrangers qui représente les principaux marchés boursiers non américains, sous la surveillance de Morgan Stanley Capital International. Il est représentatif des grandes et moyennes sociétés des pays de 21 marchés développés du monde entier, à l'exception des États-Unis et du Canada.

L'**indice MSCI Marchés émergents** est un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière représentatif de la structure de marché des pays émergents d'Europe, d'Amérique latine, d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie. Avant le 1<sup>er</sup> janvier 2002, les rendements de l'indice MSCI Marchés émergents étaient présentés avant déduction des retenues d'impôt.

### Indices de titres à revenu fixe

L'**indice Bloomberg Barclays U.S. Aggregate Bond** est un indice non géré qui couvre le marché des obligations américaines à taux fixe de catégorie investissement, y compris les titres d'état et de créance, les titres de transfert de créances hypothécaires émis par des organismes publics, les titres adossés à des créances mobilières et les titres de créances hypothécaires commerciales.

L'**indice Bloomberg U.S. Treasury** est un indice non géré qui comprend un large éventail d'obligations du Trésor américain et qui est considéré comme représentatif du rendement global des obligations du Trésor américain.

L'**indice Bloomberg U.S. Corporate Bond** mesure le rendement du marché des obligations de sociétés imposables à taux fixe de qualité investissement. Il comprend des titres libellés en dollars américains émis par des émetteurs américains et non américains des secteurs de l'industrie, des services publics et des services financiers.

L'**indice Bloomberg U.S. Corporate High Yield** est un indice non géré qui couvre le marché des obligations de sociétés à taux fixe imposables, de qualité inférieure et libellées en dollars américains. Un titre est considéré à rendement élevé si la moyenne des notes qui lui sont attribuées par Moody's, Fitch et S&P est inférieure ou égale à Ba1/BB+.

L'**indice Bloomberg 1-10 Year Blend Municipal Bond** est un indice pondéré en fonction de la valeur marchande qui couvre les composantes courte et intermédiaire de l'indice Bloomberg Capital Municipal Bond, un indice non géré, pondéré en fonction de la valeur marchande, qui couvre le marché obligataire américain de catégorie investissement exempt d'impôt.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond** mesure le rendement du marché des obligations imposables à taux fixe de catégorie investissement libellées en dollar canadien. Il comprend des titres du Trésor, des obligations gouvernementales et des obligations de sociétés.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond – Treasury** est la sous-composante « Trésor » de l'indice Bloomberg Canada Aggregate Bond, qui mesure le marché des obligations de catégorie investissement, libellées en dollars canadiens, à taux fixe et imposables.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond – Corporate** est la sous-composante « sociétés » de l'indice Bloomberg Canada Aggregate Bond, qui mesure le marché des obligations de catégorie investissement, libellées en dollars canadiens, à taux fixe et imposables.



Les renseignements contenus dans le présent document sont fondés sur des sources comme les rapports des émetteurs, les services statistiques et les communications d'entreprise. Nous les estimons fiables sans toutefois en garantir l'exactitude ni l'exhaustivité. Les opinions exprimées dans le présent document sont purement ponctuelles et peuvent changer en tout temps. BMO Gestion privée n'est pas responsable des pertes pouvant découler de l'utilisation du présent commentaire. Les informations, opinions, prévisions, projections et autres éléments contenus dans ce document ne doivent pas être considérés comme une offre de vente, une sollicitation ou une offre d'achat de produits ou de services qui y sont mentionnés (y compris, sans s'y limiter, des produits de base, des titres ou d'autres instruments financiers), et ces informations, opinions, prévisions, projections et autres éléments ne doivent pas être considérés comme un conseil en matière de placement ou de fiscalité ou comme une recommandation quant à la conclusion d'une quelconque opération, ni comme une assurance ou une garantie en ce qui concerne les résultats d'une quelconque opération. Vous ne devriez pas agir sur la foi de ces renseignements ni vous y fier sans avoir obtenu les conseils d'un professionnel compétent.

BMO Gestion privée est un nom de marque du groupe d'exploitation qui comprend la Banque de Montréal et certaines de ses sociétés affiliées qui offrent des produits et des services de gestion privée. Les produits et les services ne sont pas tous offerts par toutes les entités juridiques au sein de BMO Gestion privée. Les services bancaires sont offerts par l'entremise de la Banque de Montréal. Les services de gestion de placements, de planification de patrimoine, de planification fiscale et de planification philanthropique sont offerts par BMO Nesbitt Burns Inc. et BMO Gestion privée de placements Inc. Les services de garde de valeurs ainsi que les services successoraux et fiduciaires sont offerts par la Société de fiducie BMO. Les services et les produits d'assurance sont offerts par l'intermédiaire de BMO Services conseils en assurances et planification successorale Inc., une filiale en propriété exclusive de BMO Nesbitt Burns Inc. Les entités juridiques de BMO Gestion privée n'offrent pas de conseils fiscaux. Si vous êtes déjà un client de BMO Nesbitt Burns Inc., veuillez communiquer avec votre conseiller en placement pour obtenir plus de précisions. BMO Nesbitt Burns Inc. est membre du Fonds canadien de protection des épargnants et de l'Organisme canadien de réglementation des investissements. La Société de fiducie BMO et BMO Banque de Montréal sont membres de la Société d'assurance-dépôts du Canada.

« BMO (le médaillon contenant le M souligné) » est une marque de commerce déposée de la Banque de Montréal, utilisée sous licence.

L'investissement dans les métaux précieux comporte une plus grande fluctuation et un plus grand potentiel de pertes.

<sup>1</sup> Comparing household assets across the wealth distribution | FRED Blog (en anglais seulement)

<sup>2</sup> The upper middle class is now the largest income group in the U.S., study finds - CBS News (en anglais seulement)